

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

---

16 AOÛT 2010

---

## Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de lutter contre la violence entre partenaires

(Déposée par Mme Nele Lijnen  
et M. Bart Tommelein)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 23 août 2007 (doc. Sénat, n° 4-163/1 — SE 2007).

#### 1. Introduction

##### 1.1. Quelques chiffres effarants

En Belgique, au moins une femme sur cinq est confrontée à des actes de violence perpétrés par son partenaire. Dans 13,4 % des cas, il s'agit d'actes de violence grave. Nonante-cinq pour cent de l'ensemble des actes de violence sont commis au domicile. Pour les femmes européennes âgées de 16 à 44 ans, la violence domestique constitue la première cause de décès, avant les accidents de la circulation et le cancer.

S'agissant de la violence entre partenaires, environ deux pour cent des victimes sont des hommes.

Vingt pour cent des appels adressés à la police sont liés à des actes de violence domestique.

Le préjugé selon lequel la violence entre partenaires serait propre aux classes sociales défavorisées doit être battu en brèche. Une étude réalisée aux Pays-Bas montre que 50 % des auteurs d'actes de violence sont porteurs d'un diplôme universitaire.

# BELGISCHE SENAAAT

---

BUITENGEWONE ZITTING 2010

---

16 AUGUSTUS 2010

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de bestrijding van het partnergeweld

(Ingediend door mevrouw Nele Lijnen  
en de heer Bart Tommelein)

---

### TOELICHTING

---

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 23 augustus 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-163/1 — BZ 2007).

#### 1. Inleiding

##### 1.1. Enkele onthutsende cijfers

Ten minste een op vijf vrouwen in België wordt geconfronteerd met geweldplegingen vanwege haar partner. In 13,4 % van de gevallen gaat het om ernstig geweld. Vijfennegentig procent van alle daden van geweld geschiedt binnen de woonst. Voor Europese vrouwen tussen 16 en 44 jaar is geweld binnen het gezin de eerste doodsoorzaak, vóór auto-ongevallen en kanker.

Bij geweld tussen partners is zo'n twee procent van de slachtoffers mannelijk.

Twintig procent van de oproepen bij de politie heeft met geweld in het gezin te maken.

Het vooroordeel dat partnergeweld enkel in de lagere sociale klassen voorkomt gaat niet op. Uit een studie uitgevoerd in Nederland blijkt dat 50 % van de geweldenaars houder is van een universitair diploma.

Il ressort des statistiques de la police fédérale que la violence entre partenaires ou ex-partenaires continue à augmenter : elle est passée de 7 084 cas en 2000 à 10 137 cas en 2004 (1).

Selon une étude menée par *Dedicated Research* en collaboration avec *Amnesty International*, vingt-neuf pour cent des Belges connaîtraient des personnes victimes de violence entre partenaires.

Dans notre pays, septante femmes meurent chaque année des suites de graves maltraitements infligés par leur partenaire (2).

### 1.2. La politique au niveau national

Le 11 mai 2002, le Conseil des ministres a approuvé un plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Ce plan comporte deux lignes de force : d'une part, la lutte contre la violence domestique et, d'autre part, la lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 28 janvier 2003 visant à l'attribution du logement familial au conjoint ou au cohabitant légal victime d'actes de violence physique de son partenaire, et complétant l'article 410 du Code pénal, découle de ce plan d'action.

Cette loi vise à une meilleure protection de la victime au pénal et au civil, d'une part, par l'alourdissement de la sanction pénale, et, d'autre part, par l'attribution du logement familial à la victime.

Le gouvernement a également élaboré un plan d'action national de lutte contre la violence entre partenaires (2004-2007). L'une des premières mesures concrètes prises dans le cadre de ce plan a été le lancement de la campagne « La violence domestique ? Osez parler ... » En outre, divers rapports contenant des recommandations relatives à la prise en charge des victimes de maltraitements ont été rédigés.

Le plan national de sécurité (2004-2007) aborde lui aussi la problématique. On y consacre une attention toute particulière aux délits à l'égard de personnes, tels que la violence domestique, la maltraitance infantile, la violence sexuelle et le rapt parental.

À une demande d'explications (n° 3-919) de la sénatrice Anseeuw sur la violence intrafamiliale et le plan d'action national contre la violence conjugale, le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu que l'approche multi-

(1) Serneels, K., « *Geweld in Belgische families neemt toe* », *De Morgen*, 19 juillet 2005.

(2) Belga, 8 mars 2004 : la ministre Arena annonce un plan d'action contre la violence entre partenaires.

Uit de statistieken van de federale politie blijkt dat het geweld tussen partners of ex-partners nog toeneemt — van 7 084 gevallen in 2000 tot 10 137 gevallen in 2004 (1).

Negenentwintig procent van de Belgen kent slachtoffers van partnergeweld, luidens een onderzoek van *Dedicated Research* in samenwerking met *Amnesty International*.

Er sterven in ons land jaarlijks zeventig vrouwen nadat ze door hun partner zwaar mishandeld zijn (2).

### 1.2. Het beleid op nationaal niveau

Op 11 mei 2002 keurde de Ministerraad een Nationaal Plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen goed. Dat plan omvat twee krachtlijnen : enerzijds de strijd tegen geweld binnen het gezin en anderzijds de strijd tegen de mensenhandel.

De wet van 28 januari 2003 tot toewijzing van de gezinswoning aan de echtgenoot of de wettelijk samenwonende partner die het slachtoffer is van fysieke gewelddaden vanwege zijn partner en tot aanvulling van artikel 410 van het Strafwetboek vloeit voort uit dat actieplan.

De wet beoogt een betere strafrechtelijke en burgerrechtelijke bescherming van het slachtoffer, enerzijds door de verhoging van de strafrechtelijke sanctie en anderzijds door de gezinswoning toe te wijzen aan het slachtoffer.

Tevens werd door de regering een Nationaal Actieplan tegen partnergeweld (2004-2007) uitgewerkt. Een van de eerste concrete maatregelen tengevolge van dit plan was de campagne « *Geweld in huis? Praat erover..* ». Verder werden diverse rapporten opgesteld met aanbevelingen voor de opvang van slachtoffers van mishandeling.

Ook het Nationaal Veiligheidsplan (2004-2007) gaat in op de problematiek. Er is bijzondere aandacht voor de misdrijven tegen personen zoals geweld binnen het gezin, kindermishandeling, seksueel geweld en ontvoering door de ouders.

Op een vraag om uitleg (nr. 3-919) van senator Anseeuw betreffende het intrafamiliale geweld en het Nationale Actieplan tegen partnergeweld antwoordde de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen dat de multidisciplinaire aanpak van intrafamiliaal geweld in

(1) Serneels, K., « *Geweld in Belgische families neemt toe* », *De Morgen*, 19 juli 2005.

(2) Belga, 8 maart 2004 : « Minister Arena kondigt actieplan tegen partnergeweld aan ».

disciplinaire de la violence intrafamiliale dans les arrondissements judiciaires d'Anvers et de Liège est à l'origine de la future directive en matière de violence intrafamiliale, qui a été soumise à l'avis du collège des procureurs généraux.

Le 3 septembre 2005, la ministre de la Justice de l'époque, Mme Onkelinx, a annoncé qu'elle préparait une circulaire qui devrait aboutir à la fin de 2005 à une tolérance zéro absolue à l'égard de la violence entre partenaires. Chaque plainte devrait désormais être traitée. La circulaire se fondait sur l'approche adoptée dans les arrondissements judiciaires de Liège et d'Anvers.

Les auteurs de la présente proposition n'en estiment pas moins qu'il faut aller encore plus loin. Il faudra non seulement qu'un procès-verbal soit systématiquement dressé et qu'il y ait renvoi au parquet, mais aussi que la violence entre partenaires fasse effectivement l'objet de poursuites, même si la plainte est retirée.

À l'intérieur de la zone de police, il faudra créer une cellule d'intervention chargée du maintien du droit et de l'approche proactive de la violence entre partenaires. La cellule rédigera également une feuille de route à l'intention des responsables du maintien de l'ordre. Tout fait de violence entre partenaires sera également consigné dans un dossier et conservé dans une banque de données électronique.

En ce qui concerne le suivi des procès-verbaux, le procureur du Roi ne pourra plus classer sans suite les faits de violence entre partenaires. Ce problème a d'ailleurs déjà été soulevé dans la doctrine. Les auteurs passeront cette doctrine en revue dans le cadre du commentaire des articles de la proposition. L'approche dure est appliquée avec beaucoup de succès en Norvège depuis 1988.

Par ailleurs, il est essentiel que ces mesures soient fixées légalement, non seulement parce que la circulaire ne figure pas en ordre utile dans la hiérarchie des normes, mais aussi et surtout parce que seul un signal fort de la part des pouvoirs publics et du parlement en particulier est de nature à induire un changement de mentalités parmi la population et les responsables du maintien de l'ordre.

Les mesures sont nécessaires vu la spécificité de la violence intrafamiliale.

Il en sera question dans le chapitre suivant. La violence entre partenaires n'est pas un délit comme un autre. C'est un délit qui s'accompagne de plusieurs mécanismes spécifiques dont l'effet est de plonger la victime dans l'isolement et de la paralyser. On ne pourra faire infléchir les chiffres en hausse de la violence entre partenaires que si l'on prend ces mécanismes spécifiques en considération. Si l'on veut maintenir efficacement le bon ordre, il faut analyser en profondeur les causes de la violence intrafamiliale.

de gerechtelijke arrondissementen Antwerpen en Luik aan de basis ligt van de toekomstige richtlijn inzake intrafamiliaal geweld, die ter advies werd voorgelegd aan het college van procureurs-generaal.

Op 3 september 2005 kondigde de toenmalige minister van Justitie, mevrouw Onkelinx, aan dat zij een omzendbrief voorbereidde die tegen het einde van dat jaar moest leiden tot een absolute nultolerantie voor partnergeweld. Geen enkele klacht mocht dan nog onbehandeld blijven. De omzendbrief bouwde voort op de aanpak in de gerechtelijke arrondissementen Luik en Antwerpen.

De indieners van dit voorstel menen dat men nog een stap verder moet gaan. Er moet niet enkel systematisch een proces-verbaal worden opgesteld en een doorverwijzing naar de parketten plaatsvinden. Partnergeweld moet daadwerkelijk worden vervolgd, ook als de klacht wordt ingetrokken.

Binnen de politiezone moet een interventiecel partnergeweld worden opgericht, die instaat voor de rechtshandhaving en de proactieve aanpak van partnergeweld. De cel stelt eveneens een draaiboek op ten bate van de ordehandhavers. Elk feit van partnergeweld wordt eveneens opgenomen in een dossier en elektronisch bewaard in een databank.

Wat de opvolging van de processen-verbaal betreft zal de procureur des Konings feiten van partnergeweld niet meer kunnen seponeren. Dat probleem werd trouwens reeds eerder aangekaart in de rechtler. De indieners zullen die rechtsleer overlopen in de artikels-gewijze bespreking van het voorstel. De harde aanpak wordt sinds 1988 met veel succes toegepast in Noorwegen.

Verder is het essentieel dat die maatregelen wettelijk worden vastgelegd. Niet alleen omdat een rondzendbrief in de hiërarchie der normen maar een mager beestje is, doch vooral omdat enkel een krachtig signaal vanwege de overheid en het parlement in het bijzonder een mentaliteitswijziging teweeg kan brengen bij de bevolking en de ordehandhavers.

De maatregelen zijn noodzakelijk gezien de specificiteit van het intrafamiliaal geweld.

In het volgende hoofdstuk wordt ingegaan op die specificiteit. Partnergeweld is geen misdrijf als een ander. Het is een misdrijf dat samengaat met enkele specifieke mechanismen, waardoor het slachtoffer geïsoleerd raakt en geen actie onderneemt. Enkel door rekening te houden met die bijzondere mechanismen kan men de stijgende cijfers inzake partnergeweld terugdringen. Men moet de oorzaken van het intrafamiliaal geweld goed doorgronden, wil men een sluitende handhaving uitwerken.

Au chapitre 3, les auteurs feront le point de la situation en ce qui concerne l'attitude des services de police et des parquets à l'égard de la violence entre partenaires. Très peu de procès-verbaux sont dressés. Et, à supposer que l'on verbalise, il n'est pas rare que cela aboutisse à un classement sans suite. En outre, à la grande frustration des services d'ordre, la victime elle-même demande souvent le classement sans suite parce qu'elle veut essayer de renouer avec son partenaire, parce que ce dernier la met sous pression ou encore parce qu'elle ne veut pas que son partenaire ait un casier judiciaire. Il résulte de tout ceci que la violence au sein d'un couple marié ou d'une relation entre adultes fait rarement l'objet de sanctions effectives.

Le chapitre 4 aborde les conséquences sociales d'une approche trop timorée du problème de la violence entre partenaires. Le prix moral et économique à payer est particulièrement élevé.

Enfin, le chapitre 5 traite des mesures concrètes que les auteurs proposent et de la philosophie générale et du concept de base qui sont communs aux dispositions concrètes. Les auteurs demandent que l'on lutte avec la plus grande énergie contre la violence conjugale, tant au niveau policier qu'en matière de poursuites pénales. Quant à la déontologie et au secret médical, quelques tabous doivent aussi être brisés. La victime doit en outre pouvoir bénéficier de l'aide juridique gratuite.

Toutes ces mesures sont destinées à abaisser le seuil que doit franchir la victime de violences entre partenaires pour réagir, ainsi qu'à conscientiser la société. Pareille violence est intolérable et celui qui s'en rend coupable doit être poursuivi systématiquement. Il faut que la société et le parlement fassent entendre clairement que la violence entre partenaires ne saurait jamais être cautionnée. Le législateur veut dès lors faire comprendre par un signal fort, que la violence conjugale ne se justifie dans aucune circonstance. Celui qui s'en rend coupable doit savoir à quoi il s'expose.

## 2. Violence entre partenaires : spécificités

### 2.1. Le lien de dépendance spécifique de la victime

Mme Chris De Groof, collaboratrice de la direction du *Steunpunt voor algemeen welzijnswerk*, explique que les partenaires victimes de violences se trouvent dans un lien de dépendance étroit vis-à-vis de l'autre partenaire. « C'est précisément la violence qui renforce le lien qui les unit, à l'instar du syndrome de Stockholm » (1).

(1) De Gendt, T., « Jong gezien is oud gedaan », in « De risicofactoren en oorzaken van intrafamiliaal geweld blootgelegd », *De Morgen*, 20 août 2005.

In hoofdstuk 3 geven de indieners een stand van zaken betreffende de houding van de politiediensten en de parketten ten opzichte van partnergeweld. Er worden zeer weinig processen-verbaal opgesteld. Als er al wordt geverbaliseerd, wordt daarenboven ook nog vaak geseponeerd. Bovendien vraagt het slachtoffer zelf, tot frustratie van de ordediensten, dikwijls het sepot, omdat ze het opnieuw wil proberen met haar man of omdat hij haar onder druk zet of omdat ze niet wil dat haar man een strafblad krijgt. Al die zaken hebben tot gevolg dat geweld binnen het huwelijk of een relatie tussen volwassen mensen zelden effectief wordt gestraft.

In hoofdstuk 4 wordt ingegaan op de maatschappelijke gevolgen van de terughoudende aanpak van partnergeweld. De kostprijs op moreel en economisch vlak is bijzonder hoog.

Hoofdstuk 5 ten slotte gaat in op de concrete maatregelen die de indieners voorstellen en de algemene filosofie en basishouding die gemeenschappelijk is aan de concrete bepalingen. De indieners pleiten voor een harde aanpak van het echtelijk geweld, zowel op politieel vlak als op het vlak van de strafvervolging. Ook inzake deontologie en het medisch geheim moeten enkele heilige huisjes sneuvelen. Verder moet het slachtoffer kosteloze rechtsbijstand kunnen genieten.

Het oogmerk van al die bepalingen is de verlaging van de drempel voor het slachtoffer van partnergeweld om naar voor te treden, alsook de maatschappij wakker te schudden. Partnergeweld mag en kan niet worden getolereerd en de dader moet systematisch vervolgd worden. De maatschappij en het parlement moeten duidelijk aangeven dat partnergeweld nooit kan worden goedgekeurd. De wetgever wil aldus een krachtig signaal geven dat partnergeweld onder geen enkele omstandigheid nog goed te praten valt. De dader weet waar hij aan toe is.

## 2. Partnergeweld : bijzondere karakteristieken

### 2.1. De bijzondere afhankelijkheidsrelatie van het slachtoffer

« Slachtoffers van partnergeweld staan in een sterke afhankelijkheidsrelatie ten opzichte van hun man » aldus mevrouw Chris De Groof, stafmedewerkster van het *Steunpunt voor algemeen welzijnswerk*. « Juist door het geweld worden ze nog meer met elkaar verbonden zoals bij het Stockholmsyndroom. » (1).

(1) De Gendt, T., « Jong gezien is oud gedaan », in « De risicofactoren en oorzaken van intrafamiliaal geweld blootgelegd », *De Morgen*, 20 augustus 2005.

Selon Mme Chris De Groof, ce phénomène est caractéristique de la relation violente par excellence. Elle louvoie souvent entre «l'éden le plus éthéré et l'enfer le plus sombre».

«Aux violences les plus atroces succèdent généralement les moments les plus merveilleux, et inversement. Les partenaires sont souvent unis par une espèce de griserie amoureuse. Ils sont si heureux de s'être rencontrés qu'ils en arrivent à ignorer tout ce qui peut mal tourner. Ils s'imaginent que le mariage est un rêve. Lorsqu'ils découvrent que la réalité est autre, ils ont du mal à l'accepter. Les femmes qui sont victimes de la violence au sein du couple et qui continuent de l'endurer ont souvent une image très irréaliste de leur relation. Elles n'oublient pas qu'elles ont reçu des coups, mais croient sincèrement que cela n'arrivera plus.»

Les spécialistes parlent d'un cercle de violence. À la violence brutale générée par la tension succède une période de calme au cours de laquelle l'auteur des violences s'efforce de justifier son acte en en faisant endosser la responsabilité par la victime (1). Ensuite, le couple se réconcilie. L'auteur regrette son acte et fait preuve de bonne volonté. Cette dernière phase pousse la victime à rester malgré tout auprès de son partenaire et à ne pas porter plainte. Après un certain temps, les relations se détériorent de nouveau, et le cycle infernal recommence.

## 2.2. La victime se tait

Un témoignage enregistré par *Amnesty International* est éloquent à cet égard. La victime n'osait pas dire à son entourage qu'elle était battue : «On se sent sale. J'essayais de l'excuser. J'avais pitié de lui. Je redoutais d'être rejetée par le monde extérieur et j'avais honte. Je me suis donc isolée du monde extérieur. Je disais à mon médecin que j'avais été agressée sur la voie publique» (2).

Malgré les nombreuses dispositions légales qui ont été adoptées ces dernières années, la loi reste lettre morte. Nombre de femmes n'osent pas porter plainte contre leur partenaire violent — par crainte ou parce qu'elles éprouvent un sentiment de honte ou d'impuissance.

Mme Rina Ulenaers de l'ASBL Pandora, qui accueille les victimes de violences intrafamiliales, décrit le phénomène comme suit : «Le problème provient du fait que les femmes repoussent sans cesse leurs limites. Si leur partenaire les frappe, elles

(1) Denoël, T., «Violence conjugale : briser les silences», *Le Vif*, 26 novembre 2004.

(2) Detaille, S., «J'ai déposé deux plaintes, y aura-t-il un procès?», *Le Soir*, 25 novembre 2004.

Volgens Chris De Groof valt dit fenomeen te verklaren vanuit het prototype van een gewelddadige relatie. Die schipperen vaak tussen «een roze wolk en de donkerste hel».

«Op de gruwelijkste geweldplegingen volgen vaak de prachtigste momenten en omgekeerd. De partners zijn dikwijls getrouwd in een soort liefdesroes. Ze zijn zo blij dat ze elkaar hebben gevonden dat ze geen oog hebben voor de dingen die kunnen mislopen. Ze stellen zich het huwelijk voor als een droom. Als dat niet zo blijkt te zijn kunnen ze daar vaak niet mee omgaan. Vrouwen die het slachtoffer zijn van partnergeweld en het blijven verduren, hebben vaak een zeer onrealistisch beeld van hun relatie. Ze zijn de slagen niet vergeten, maar ze geloven oprecht dat het niet meer zal voorvallen.»

Specialisten spreken van een cirkel van geweld. Eenmaal de spanning is ontaard in brutaal geweld volgt een kalme periode, waarin de dader zijn daad probeert te rechtvaardigen door de schuld op de schouders van het slachtoffer te schuiven (1). Vervolgens verzoent het koppel zich. De dader heeft spijt en toont zijn goede wil. Die laatste fase zet het slachtoffer aan om toch bij de dader te blijven en geen klacht in te dienen. Na verloop van tijd loopt de spanning terug op, en begint de helse cirkel opnieuw.

## 2.2. Het slachtoffer zwijgt

Een getuigenis die werd genoteerd door *Amnesty International* is veelzeggend. Het slachtoffer durfde haar omgeving niet te zeggen dat ze geslagen werd : «Je voelt je vuil. Ik probeerde het goed te praten. Ik had medelijden met hem. Ik was bang dat ik zou worden verstoten door de buitenwereld en ik schaamde mij. Bijgevolg heb ik me afgesneden van de buitenwereld. Ik vertelde aan mijn geneesheer dat ik op straat was aangevallen.» (2).

Ondanks de vele wettelijke bepalingen die de jongste jaren werden aangenomen blijft de wet dode letter. Veel vrouwen durven — uit angst, schaamte of een gevoel van onmacht — geen klacht indienen tegen hun gewelddadige partner.

Mevrouw Rina Ulenaers van Pandora, een VZW die slachtoffers van interfamiliaal geweld opvangt, verwoordt het als volgt : «Het probleem is dat vrouwen steeds hun grenzen verleggen. Als hun man hen slaat, praten ze het goed maar ze zeggen tegen zichzelf «als

(1) Denoël, T., «Violence conjugale : briser les silences», *Le Vif*, 26 november 2004.

(2) Detaille, S., «J'ai déposé deux plaintes, y aura-t-il un procès?», *Le Soir*, 25 november 2004.

l'excusent tout en se disant «s'il me viole, je m'en vais». Et le jour où cela leur arrive, elles lui trouvent de nouveau l'une ou l'autre excuse. Puis survient un événement qui les pousse finalement à agir, essentiellement lorsque la violence touche également les enfants.»

Le centre d'études sur les femmes *Amazone* pose le problème comme suit: «Nombre de femmes n'osent pas porter plainte parce qu'elles redoutent les conséquences d'un tel acte» (1).

### 2.3. *La victime est isolée par le partenaire violent*

Les partenaires violents présentent souvent des caractéristiques communes. Au début de la relation, ils sont généralement irréprochables. La femme est couverte de présents. Ils aiment tellement leur partenaire qu'ils veulent être constamment en sa compagnie et trouvent déplaisant qu'elle continue à voir des amies. Selon Mme Ulenaers, le phénomène s'amplifie jusqu'à ce que l'homme ait coupé complètement sa partenaire de son entourage. «La victime se retrouve par conséquent souvent isolée et c'est alors que la crise éclate. Après un accès de violence, son auteur s'en repent; suit alors une période plus calme, mais, progressivement, la tension réapparaît — la nourriture n'est pas bonne, tu as oublié telle ou telle chose, la journée a été pénible — et quelques semaines plus tard, les violences reprennent.»

Le sentiment de honte associé à la pression psychologique qu'exerce le partenaire violent entraîne la déliquescence des relations avec la famille et les amis. Souvent, le partenaire violent rend aussi la victime financièrement dépendante, en la contraignant à couper tous les ponts avec le monde extérieur, y compris son travail. Comme la victime se retrouve isolée socialement, le monde extérieur ignore tout de la maltraitance.

### 2.4. *La victime se culpabilise*

La plupart du temps, le monde extérieur ignore qu'il y a violence. La victime ne va dès lors pas tarder à se culpabiliser. «Si je m'étais tue, il ne m'aurait pas frappée», pense-t-elle. Mais rien n'est moins vrai. Ce qui réduit encore les chances qu'une plainte soit déposée. La victime se considère souvent comme responsable de la violence.

(1) CG, «Relationele aard van misdrijf is vaak motief voor seponering», *De Morgen*, 7 août 2004.

hij mij verkracht ben ik weg». Tot het een tijd later zover is, dan vinden ze weer een of ander excuus. Op een bepaald moment is er dan toch iets dat hun tot actie aanzet. Vaak is dat wanneer de kinderen betrokken worden in het geweld.»

Het vrouwenstudiecentrum *Amazone* stelt het als volgt: «Heel wat vrouwen durven geen klacht indienen omdat ze bang zijn voor de gevolgen.» (1).

### 2.3. *Het slachtoffer wordt door de dader geïsoleerd*

Wat de daders betreft zijn er dikwijls gemeenschappelijke kenmerken. In het begin van de relatie is het meestal een echte prins op een wit paard. De vrouw wordt overladen met cadeautjes. Omdat hij de vrouw zo graag ziet wil hij continu bij haar zijn en vindt hij het niet leuk als ze weer eens alleen afspreekt met vriendinnen. Dat gaat verder en verder en op die manier weekt die man haar helemaal los van haar omgeving, aldus Ulenaers. «Het slachtoffer komt bijgevolg dikwijls alleen te staan en dan gebeurt het. Na een gewelddadige bui heeft de dader berouw en er volgt een betere periode, maar geleidelijk aan bouwt de spanning weer op -het eten is niet lekker, je bent iets vergeten, het was een moeilijke dag- en enkele weken later is het opnieuw van dat.»

Door een combinatie van schaamte en psychologische druk van de dader verwatert het contact met familie en vrienden. Dikwijls maakt de dader het slachtoffer ook financieel afhankelijk, door het onder druk te zetten om de banden met de buitenwereld door te knippen (inclusief werk). Het slachtoffer raakt sociaal geïsoleerd, waardoor de buitenwereld niet op de hoogte is van de mishandeling.

### 2.4. *Het slachtoffer legt de schuld bij zichzelf*

De buitenwereld weet meestal niets van het geweld. Het slachtoffer gaat dan al snel de schuld bij zichzelf leggen. «Had ik gezwegen, dan had hij niet geslagen, denken ze. Maar dat is natuurlijk niet zo.» Daardoor is de kans nog kleiner dat het slachtoffer klacht indient. Het slachtoffer ziet zichzelf dikwijls als de oorzaak van het geweld.

(1) CG, «Relationele aard van misdrijf is vaak motief voor seponering», *De Morgen*, 7 augustus 2004.

### 2.5. *Les spécificités de la violence entre partenaires nécessitent des mesures spécifiques*

Les mécanismes spécifiques décrits ci-dessus qui entourent ce délit font que le nombre de plaintes déposées est très restreint.

La victime :

- est souvent isolée;
- se trouve dans un lien de dépendance avec le partenaire violent — une espèce de syndrome de Stockholm — qui se caractérise par une alternance de violences et de moments de bonheur;
- est souvent dépendante financièrement du partenaire violent (interdiction de travailler);
- se culpabilise;
- éprouve des sentiments d'angoisse, de honte et/ou d'impuissance et a peur des conséquences de la plainte.

Le Sénat français a publié récemment un rapport détaillé concernant la lutte contre la violence au sein du couple. Les auteurs de ce rapport se penchent entre autres sur la situation particulière de la victime de violence entre partenaires et sur la raison pour laquelle celle-ci ne porte pas plainte.

«Un très grand nombre de femmes ne souhaitent pas porter plainte, à cause justement du contexte familial : difficulté à dénoncer le conjoint, qui est aussi le père de l'enfant; peur d'une sanction pour lui; peur des représailles, surtout quand il y a des menaces du conjoint (n'oublions pas que les violences sont particulièrement fréquentes au moment des séparations); sentiment de culpabilité; comptes à rendre à son milieu familial et amical (beaux-parents, amis du couple) ... » (1).

Vu les caractéristiques particulières de la violence entre partenaires, l'initiative louable de la ministre Onkelinx, qui annonçait une circulaire précisant que chaque dossier serait traité par le parquet, ne donna pas les résultats espérés. En effet, il faut d'abord que le grand public sache que la violence entre partenaires existe. Les pouvoirs publics doivent faire entendre résolument aux victimes que ce ne sont pas elles qui sont coupables, mais l'auteur des actes de violence. Cela ne peut se faire qu'au moyen d'une initiative législative qui garantisse aux victimes que tout dépôt de plainte sera effectivement suivi d'effets.

Il faut en outre supprimer tout obstacle au dépôt d'une plainte. Il y a lieu d'élaborer, à cet égard, un formulaire électronique qui permette aux victimes de violence entre partenaires de porter plainte via l'Internet, comme cela se fait déjà en Allemagne, par

(1) <http://www.senat.fr/rap/r04-229/r04-229.html>.

### 2.5. *De bijzondere karakteristieken van het partnergeweld vergen bijzondere maatregelen*

Door de hoger aangehaalde specifieke mechanismen die meespelen bij dit misdrijf worden er slechts zeer weinig klachten ingediend.

Het slachtoffer :

- is dikwijls geïsoleerd;
- bevindt zich in een afhankelijkheidsrelatie met de dader — een soort Stockholmsyndroom — waarbij geweld wordt afgewisseld met vreugdevolle momenten;
- is dikwijls financieel afhankelijk van de dader (verbod om te werken);
- legt de schuld bij zichzelf;
- kampt met gevoelens van angst, schaamte of/en onmacht; en is bang voor de gevolgen van de klacht.

De Franse Senaat publiceerde onlangs een uitvoering rapport betreffende het bestrijden van geweld binnen een koppel. Daarin wordt onder meer ingegaan op de bijzondere positie van het slachtoffer van partnergeweld en de reden waarom er geen klacht wordt ingediend.

«Un très grand nombre de femmes ne souhaitent pas porter plainte, à cause justement du contexte familial : difficulté à dénoncer le conjoint, qui est aussi le père de l'enfant; peur d'une sanction pour lui; peur des représailles, surtout quand il y a des menaces du conjoint (n'oublions pas que les violences sont particulièrement fréquentes au moment des séparations); sentiment de culpabilité; comptes à rendre à son milieu familial et amical (beaux-parents, amis du couple) ... » (1).

Het lovenswaardige initiatief van minister Onkelinx, die een omzendbrief aankondigde waarin bepaald wordt dat elk dossier door het parket zal worden behandeld, zal gezien de bijzondere eigenschappen van partnergeweld niet de verhoopte resultaten opleveren. De buitenwereld moet immers eerst op de hoogte zijn van het partnergeweld. De slachtoffers moeten een krachtig signaal krijgen van de overheid dat niet zij, maar de dader alle schuld treft. Dat kan enkel door een wetgevend initiatief, waarbij het slachtoffer garanties krijgt dat er bij het indienen van een klacht ook daadwerkelijk iets wordt gedaan.

Verder moet onder meer de drempel voor het indienen van een klacht worden weggewerkt. Aldus moet een elektronisch formulier worden uitgewerkt, waarbij slachtoffers van partnergeweld een klacht kunnen indienen via het internet. In Duitsland bestaat

(1) <http://www.senat.fr/rap/r04-229/r04-229.html>.

exemple (1). Il faut aussi que la victime puisse bénéficier d'une assistance judiciaire gratuite et qu'elle ait la certitude qu'elle ne s'exposera pas à un surcroît de violence si elle porte plainte.

La façon dont les choses se passent habituellement à la police et au sein des parquets montre clairement qu'une initiative législative s'impose. Comme l'infraction a pour cadre la sphère privée, les services de police et les parquets sont très réticents à intervenir.

### **3. Violence entre partenaires : attitude réservée de la police et des parquets**

#### *3.1. On ne dresse que rarement procès-verbal*

La police considère encore souvent la violence entre partenaires comme relevant de la vie privée. Et lorsque la victime ose faire appel à la police, il arrive trop souvent que celle-ci ne dresse pas procès-verbal.

Selon le coordinateur de la province d'Anvers pour l'égalité des chances, il n'est pas rare qu'après avoir appelé la police, la victime signale, une fois celle-ci arrivée sur les lieux, qu'elle ne désire plus déposer plainte.

En octobre 2004, le Comité P a fait savoir que la police ne connaissait toujours pas la nouvelle loi relative à la violence entre partenaires. On réduit encore trop souvent cette violence à un problème d'alcoolisme. Selon le rapport du Comité P, en cas de violence conjugale, les inspecteurs tentent d'abord de jouer les médiateurs, mais ils ont une vision faussée du problème, car ils pensent que l'alcool est la cause de la violence et que les problèmes seront résolus une fois que le mari ne sera plus sous l'emprise de la boisson.

Dans six zones de police seulement, un procès-verbal est dressé dans tous les cas. On prend rarement, pour ne pas dire jamais, des photos des blessures. Par ailleurs, seules 31 des 196 zones de police considèrent la violence entre partenaires comme une priorité ou comme un problème qui mérite l'attention. Un tel constat est tout simplement honteux.

Les parquets de Liège et d'Anvers vont à contre-courant de cette tendance, puisqu'ils appliquent la tolérance zéro en ce qui concerne la violence entre partenaires. Dans le ressort de ces parquets, un procès-verbal est dressé systématiquement. Une cellule spécialisée dans le domaine de la violence entre partenaires, qui compte dans ses rangs des assistants sociaux et des membres de la police, y est active depuis plusieurs années. Tous les faits, aussi minimes soient-ils, sont consignés dans le dossier. C'est cette approche que la ministre de la Justice souhaite généraliser par le biais d'une circulaire.

(1) [http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag\\_frauen\\_0411.pdf](http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag_frauen_0411.pdf).

die mogelijkheid nu reeds (1). Het slachtoffer moet ook kosteloze rechtsbijstand krijgen en de zekerheid dat het door klacht neer te leggen niet aan nog meer geweld wordt blootgesteld.

De noodzaak van een wetgevend initiatief blijkt duidelijk uit de gangbare praktijk bij de politie en de parketten. Doordat het misdrijf zich in de privésfeer afspeelt zijn de politiediensten en de parketten zeer terughoudend om op te treden.

### **3. Partnergeweld : politie en parketten reageren terughoudend**

#### *3.1. Slechts zelden wordt proces-verbaal opgemaakt*

Geweld tussen twee partners wordt door de politie nog vaak als een privézaak beschouwd. Als slachtoffers al naar de politie durven stappen gebeurt het al te vaak dat er geen proces verbaal wordt opgesteld.

De coördinator van de provincie Antwerpen voor Gelijkheid van kansen haalt het volgende voorbeeld aan : « Soms belt het slachtoffer de politie en eenmaal die ter plekke is, zegt de vrouw dat ze geen klacht meer wil neerleggen. »

Het Comité P gaf in oktober 2004 aan dat de politie de nieuwe wet op het partnergeweld nog altijd niet kent. Het probleem wordt nog teveel herleid tot alcoholmisbruik. De inspecteurs proberen bij echtelijk geweld eerst te bemiddelen, maar hebben een bevooroordeelde kijk op het probleem, aldus het rapport van het Comité P. Zo denken ze dat alcohol de oorzaak van het geweld is en dat de problemen dan wel opgelost zullen zijn als de man weer nuchter is.

Amper in zes van de politiezones stelt men altijd een proces-verbaal op. Foto's van verwondingen worden zelden of nooit genomen. Verder vindt slechts 31 van de 196 zones dat partnergeweld een prioriteit of een aandachtspunt is. Dat is ronduit beschamend.

De parketten van Luik en Antwerpen gaan tegen die trend in. Bij hen geldt de nultolerantie wat betreft partnergeweld. Er wordt systematisch een proces-verbaal opgesteld. Er is al enkele jaren een expertisecel rond partnergeweld met hulpverleners en politie. Alle feiten, hoe klein ze ook zijn, worden in het dossier opgenomen. Het is die aanpak die de minister van Justitie wil veralgemenen via een rondzendbrief.

(1) [http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag\\_frauen\\_0411.pdf](http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag_frauen_0411.pdf).



### 3.2. *Le suivi des procès-verbaux au parquet*

C'est ici que le bât blesse. Nonante-cinq pour cent des dossiers sont classés sans suite. Bon nombre de parquets considèrent encore la violence familiale et la violence entre partenaires comme une affaire purement privée. Le principal motif invoqué par les parquets pour le classement sans suite est le « caractère relationnel » des délits dénoncés. Cette attitude découle de l'idée largement répandue dans le public, selon laquelle on n'a pas à s'immiscer dans un problème d'ordre privé. Les auteurs de la présente proposition démontrent, au chapitre 4, que c'est précisément le contraire qui est vrai. Le coût social de la violence entre partenaires est très élevé, en particulier pour les enfants. L'attitude des parquets en la matière n'est rien d'autre qu'une minimisation du problème, ce qui ne fait d'ailleurs que renforcer l'opinion générale précitée, selon laquelle il ne s'agit que d'une affaire privée.

La circulaire de la ministre est un pas important dans la bonne direction, mais, même dans le cadre du projet mené dans l'arrondissement de Liège, sur lequel la ministre base sa circulaire, 25 des 300 dossiers ouverts entre septembre et novembre 2004 ont déjà été classés sans suite; 240 dossiers sont toujours à l'instruction et 15 ont été transmis au tribunal. Les propos d'une victime de violence entre partenaires sont éloquentes: « J'ai déposé deux plaintes et la police a constitué un dossier; en résultera-t-il un procès et une décision judiciaire et, dans l'affirmative, quand ? »

Les auteurs du présent texte estiment que le parquet et la police doivent adopter une attitude proactive, sans attendre qu'une plainte soit déposée. Ainsi que nous l'avons amplement démontré au chapitre 2, le seuil psychologique et social est encore trop élevé.

Un signal fort du législateur contribuera à libérer la victime de violences entre partenaires du sentiment d'en partager la culpabilité. La société et le parlement doivent faire entendre clairement que la violence entre partenaires ne saurait jamais être cautionnée. Il faut que les parquets poursuivent systématiquement, même si la plainte est retirée. La police doit intervenir, quand bien même aucune plainte n'aurait encore été déposée.

## **4. Les conséquences de la violence entre partenaires pour la société**

### *4.1. Le coût humain*

Les chiffres, que les auteurs ont déjà très largement évoqués dans l'introduction, parlent d'eux-mêmes :

### 3.2. *Opvolging van de processen verbaal bij het parket*

Hier wringt het schoentje. Vijfennegentig procent van de dossiers wordt zonder gevolg geklasseerd. Men beschouwt familiaal en partnergeweld in veel parketten nog steeds als een privézaak. Het belangrijkste motief voor seponering dat door de parketten wordt opgegeven is dat het om « misdrijven van relationele aard » gaat. Die houding vloeit voort uit de algemene publieke opinie dat men zich niet hoort te moeien met een privézaak. In hoofdstuk 4 zullen de indieners aantonen dat het tegendeel waar is. De maatschappelijke kostprijs van partnergeweld is zeer hoog, in het bijzonder voor de kinderen. De houding van de parketten is niets anders dan een minimalisering van de problematiek. Ze versterkt overigens nog de eerder aangehaalde publieke opinie dat het om een privézaak gaat.

De rondzendbrief van de minister is een belangrijke stap in de goede richting, doch zelfs bij het project in het arrondissement van Luik, waarop de minister haar omzendbrief baseert, werden van de 300 tussen september en november 2004 geopende dossiers, er reeds 25 geseponeerd; 240 zijn nog steeds in instructie en 15 dossiers werden doorverwezen naar de rechtbank. Een slachtoffer van partnergeweld zegt hieromtrent: « Ik heb twee klachten ingediend en de politie heeft een dossier opgesteld; gaat er een proces volgen en een gerechtelijke uitspraak en zo ja, wanneer ? ».

De indieners menen dat het parket en de politie een proactieve houding moeten aannemen. Men moet niet wachten tot er een klacht wordt ingediend. Zoals uitvoerig werd aangetoond in hoofdstuk 2 is de psychologische en de maatschappelijke drempel nog te hoog.

Een krachtig signaal van de wetgever zal ertoe bijdragen dat het slachtoffer zich niet meer mede schuldig voelt aan het partnergeweld. De maatschappij en het parlement moeten duidelijk aangeven dat partnergeweld nooit kan worden goedgekeurd. De parketten moeten systematisch vervolgen, ook al wordt de klacht ingetrokken. De politie moet optreden, ook al is er nog geen klacht ingediend.

## **4. De gevolgen van partnergeweld voor de maatschappij**

### *4.1. De menselijke prijs*

De cijfers, waarvan de indieners de meeste reeds aanhaalden in de inleiding, spreken voor zich :

— chaque année, en Belgique, septante femmes décèdent des suites d'actes de violence entre partenaires;

— 29 % des Belges connaissent une victime de violence entre partenaires;

— en Belgique, une femme sur cinq est confrontée à des actes de violence commis par son partenaire;

— dans la catégorie d'âge de 20 à 49 ans, 1 homme sur 40 est victime, à un moment de sa vie, d'actes de violence psychique ou sexuelle commis par sa partenaire;

— en Europe, la violence intrafamiliale est la première cause de mortalité chez les femmes de 16 à 44 ans.

Ces chiffres sont effrayants. En plus de la victime directe, d'autres membres de la famille souffrent également de la violence intrafamiliale. La violence entre partenaires et la violence à l'égard des enfants sont liées. Celui qui est agressif à l'égard de son partenaire le sera souvent aussi à l'égard des enfants ou d'autres membres de la famille. La violence peut également se manifester pendant la grossesse; la venue prochaine d'un nouveau-né est un facteur stressant pour la famille, dans la mesure où elle va changer de nombreuses choses. Dans les familles où la communication est mauvaise, selon la sociologue Tinne Mertens, des comportements agressifs peuvent survenir pendant la grossesse.

#### 4.2. *La violence au sein de la famille a une influence néfaste sur les enfants*

Les recherches scientifiques montrent que la violence au sein des familles a souvent une influence très néfaste sur les enfants qui y sont confrontés. Un des facteurs déterminants dans les antécédents d'un individu violent est constitué par sa propre jeunesse. L'extrait suivant en dit long :

«Près de 40 % des victimes de violences domestiques souffrent de séquelles suffisamment graves pour nécessiter une thérapie à l'âge adulte : incapacité de faire confiance (ce qui a un effet sur la relation avec le thérapeute), peur de l'intimité, dépression, tendances suicidaires et autres comportements autodestructeurs, dévalorisation de soi, culpabilité, colère, isolement et marginalisation, toxicomanie et alcoolisme, troubles de l'alimentation et autres.

Les hommes témoins dans leur enfance de scènes de violence entre leurs parents sont trois fois plus susceptibles de maltraiter leur épouse que les enfants de parents non violents (...)» (1).

(1) <http://www.hri.ca/fortherecordCanada/bilan/documentation/commission/e-cn4-2000-73.htm>.

— jaarlijks overlijden in ons land zeventig vrouwen tengevolge van partnergeweld;

— 29 % van de Belgen kent een slachtoffer van partnergeweld;

— een op vijf vrouwen in België wordt geconfronteerd met geweldplegingen vanwege haar partner;

— in de leeftijdsgroep van 20 tot 49 jaar ondergaat 1 op 40 mannen op een bepaald moment in zijn leven psychisch of seksueel geweld vanwege zijn partner;

— bij Europese vrouwen tussen 16 en de 44 jaar is geweld binnen het gezin de eerste doodsoorzaak.

Deze cijfers zijn schrikwekkend. Naast het rechtstreekse slachtoffer lijden ook andere gezinsleden onder het partnergeweld. Partnergeweld en kindergeweld hangen samen. Wie agressief is tegenover zijn partner zal dat ook vaak zijn tegenover de kinderen of andere familieleden. Ook tijdens de zwangerschap kan er geweld opduiken. Zwanger zijn van een nieuw kindje zorgt voor heel wat stress binnen het gezin, er gaat van alles veranderen. In gezinnen waar er een slechte communicatie is, kan dat tot agressie tijdens de zwangerschap leiden, aldus sociologe Tinne Mertens.

#### 4.2. *Geweld in het gezin heeft een nefaste invloed op de kinderen*

Uit wetenschappelijk onderzoek blijkt dat geweld in een gezin dikwijls een zeer nefaste invloed heeft op de kinderen die ermee worden geconfronteerd. De eigen jeugd is een bepalende factor bij het plegen van geweld. Het volgende citaat spreekt voor zich.

«Approximately 40 per cent of all survivors of domestic violence suffer after-effects serious enough to require therapy in adulthood. After-effects can include inability to trust (which affects the therapeutic relationship), fear of intimacy, depression, suicidal tendencies and other self-destructive behaviours, and low self-esteem, guilt, anger, isolation and alienation from others, drug and alcohol dependency, and eating disorders.

Men who have witnessed their parents «domestic violence are three times more likely to abuse their own wives than children of non-violent parents.» (1).

(1) [http://www.hri.ca/uninfo/unchr00/thematic\\_1.shtml](http://www.hri.ca/uninfo/unchr00/thematic_1.shtml).

Ceux qui ont été confrontés à des actes de violence intrafamiliale chez eux n'auront bien entendu pas tous systématiquement recours à la violence. Selon Mme Kris De Groof, la responsable du dossier «*Intrafamiliaal Geweld*», le stress, l'alcool et les drogues peuvent cependant déclencher un tel comportement. Elle estime que les individus qui ont un passé violent courent néanmoins un plus grand risque.

#### 4.3. Le coût économique de la violence entre partenaires

Comme nous ne disposons pas de données exactes concernant la violence entre partenaires en Belgique, les auteurs peuvent uniquement faire référence à des chiffres provenant de l'étranger.

Une étude effectuée au Royaume-Uni par l'Université de Leeds, à la demande du gouvernement, a montré que le coût annuel de la violence entre partenaires s'élève à 5,7 milliards de livres. «*The total cost of domestic violence to services (Criminal Justice System, health, social services, housing, civil legal) amounts to £3.1 billion, while the loss to the economy is £2.7 billion. This amounts to over £5.7 billion a year*» (1).

Il ressort d'une étude commandée par le gouvernement des Pays-Bas que la violence entre partenaires coûte chaque année quelque 150 millions d'euros à la société (2).

### 5. Conclusion

Les cas de violence entre partenaires sont en fait rarement pris au sérieux par la police et les parquets. La plupart du temps, ils ne sont portés réellement devant le juge que si la victime insiste ou s'il est question de maltraitements graves et répétés.

La police et les parquets exigent que la victime dépose une plainte bien documentée. La violence entre partenaires n'étant pas considérée comme une priorité, on ne s'attache pas assez à l'administration de la preuve. Lorsqu'une plainte est déposée, on a trop rarement le réflexe de réunir des preuves (photos des blessures, attestations médicales, etc.). La femme doit se rendre plusieurs fois au bureau de police et réunir elle-même les preuves.

La Belgique s'est pourtant engagée, au cours de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de

(1) Walby, S., *The Cost of Domestic Violence*, University of Leeds, septembre 2004. [http://www.womenandequalityunit.gov.uk/research/cost\\_of\\_dv\\_research\\_summary.pdf](http://www.womenandequalityunit.gov.uk/research/cost_of_dv_research_summary.pdf).

(2) Rommers, W., «*Partnergeweld moet strenger worden bestraft*», *Het Nieuwsblad*, 7 mars 2004.

Uiteraard gaat niet iedereen die thuis met intrafamiliaal geweld werd geconfronteerd ook zelf over tot geweld. Dat gedrag kan wel getriggerd worden door stress, alcohol en drugs, aldus de verantwoordelijke voor het rapport *Intrafamiliaal Geweld*, mevrouw Chris De Groof. Zij stelt dat mensen met een gewelddadig verleden wel een groter risico lopen.

#### 4.3. De economische prijs van partnergeweld

Aangezien we niet beschikken over accurate gegevens betreffende partnergeweld in België, kunnen de indieners enkel verwijzen naar cijfers uit het buitenland.

Een studie in het Verenigd Koninkrijk, uitgevoerd door de universiteit van Leeds in opdracht van de regering, wees uit dat de kostprijs van partnergeweld jaarlijks 5,7 miljard pond bedraagt. «*The total cost of domestic violence to services (Criminal Justice System, health, social services, housing, civil legal) amounts to £3.1 billion, while the loss to the economy is £2.7 billion. This amounts to over £5.7 billion a year*» (1).

Een studie voor de Nederlandse regering gaf aan dat partnergeweld jaarlijks zo'n 150 miljoen euro kost aan de maatschappij (2).

### 5. Besluit

Voorvallen van partnergeweld worden in feite zelden ernstig genomen door de politie en de parketten. In de meeste gevallen komen deze zaken slechts daadwerkelijk voor de rechter als het slachtoffer aandringt of als er sprake is van ernstige en herhaalde mishandeling.

De politie en de parketten eisen een goed gedocumenteerde klacht van het slachtoffer. Doordat partnergeweld niet als prioritair wordt beschouwd, is er te weinig oog voor de bewijsvoering. Als er een klacht wordt ingediend heeft men nog te weinig de reflex om bewijsmateriaal te verzamelen (foto's van de kwetsuren, attesten van de geneesheer, etc.). De vrouw moet herhaalde malen naar het politiebureau komen en zelf het bewijsmateriaal verzamelen.

België heeft er zich op de vierde Wereldvrouwenconferentie van Peking nochtans toe verbonden elke

(1) Walby, S., *The Cost of Domestic Violence*, (University of Leeds) September 2004. [http://www.womenandequalityunit.gov.uk/research/cost\\_of\\_dv\\_research\\_summary.pdf](http://www.womenandequalityunit.gov.uk/research/cost_of_dv_research_summary.pdf).

(2) Rommers, W., «*Partnergeweld moet strenger worden bestraft*», *Het Nieuwsblad*, 7 maart 2004.

Pékin, à prévenir et éradiquer toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes.

En inscrivant la violence entre partenaires dans la loi au nombre des infractions qui doivent automatiquement faire l'objet de poursuites, les auteurs veulent obtenir que la police aille elle-même au-devant des victimes et se charge elle-même de rassembler les preuves.

Les auteurs sont favorables à la création de cellules d'intervention globales « violence entre partenaires » (regroupant la police, les associations d'aide pour hommes violents, les juges, les médecins et les assistants sociaux). Leur fonctionnement doit s'inspirer de ce qui se fait en Autriche et en Allemagne. Les auteurs pensent notamment à la *Berliner Interventionzentrale bei häuslicher Gewalt*, instituée en 1994, qui réunit les mouvements de femmes, la police, les juges, les médecins et les assistants sociaux. Le projet en question a été élargi à toute l'Allemagne en 2002. Seule une approche globale peut réprimer la violence intrafamiliale.

L'intervention policière en cas de violence entre partenaires a une valeur hautement symbolique, peut-on lire dans le rapport final de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1).

L'intervention policière symbolise la gravité de l'acte de violence et dénonce la responsabilité du coupable. Le rapport précité présente les choses comme suit: « Cette action de la police revêt une importance capitale pour faire changer l'attitude et le comportement du partenaire dangereux, pour aider la victime à surmonter le traumatisme de la violence et pour parvenir au rejet de la violence par la société tout entière. »

L'intervention de la police est déterminante dans l'attitude du partenaire violent, le processus d'acceptation par les victimes des actes de violence et l'attitude de la société tout entière à l'égard de la violence entre partenaires. Ce dernier point est crucial. Ce n'est que si les pouvoirs publics lancent un signal fort et si, de ce fait, les services d'ordre adoptent un comportement proactif que l'on réussira à changer l'attitude de l'ensemble de la société à l'égard de la violence entre partenaires. Celle-ci ne sera plus considérée comme une affaire purement privée, de sorte que l'entourage réagira plus rapidement s'il présume qu'une personne en est victime. La nouvelle manière de procéder des services d'ordre incitera également les voisins des victimes de violence entre partenaires, qui, à l'heure actuelle, sont plutôt réticents à témoigner, à se manifester.

(1) <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc02/FDOC9525.htm>.

vorm van geweldpleging tegen en discriminatie van vrouwen te voorkomen en uit te bannen.

Door partnergeweld wettelijk te verankeren als een automatisch te vervolgen misdrijf willen de indieners bereiken dat de politie zelf naar de slachtoffers gaat en zelf instaat voor het verzamelen van het bewijsmateriaal.

De indieners zijn voorstander van de oprichting van globale interventiecellen partnergeweld (politie, hulpverenigingen voor gewelddadige mannen, rechters, artsen en hulpverleners). Deze interventiecellen moeten werken naar het voorbeeld van Oostenrijk en Duitsland. De indieners denken hier onder meer aan de *Berliner Interventionzentrale bei häuslicher Gewalt* die in 1994 werd opgericht. Die verenigt de vrouwenbewegingen, de politie, de rechters, de geneesheren en de hulpverleners. In 2002 werd dit project uitgebreid tot heel Duitsland. Enkel een globale aanpak kan intrafamiliaal geweld terugdringen.

De actieve tussenkomst van de politie bij partnergeweld heeft een grote symbolische waarde stelt het eindrapport van het *Committee on Equal Opportunities for Women and Men* van de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa (1).

De tussenkomst van de politie symboliseert de ernst van het delict en het vestigt de aandacht op de verantwoordelijkheid van de dader. In het hoger aangehaalde rapport luidt het: « *It is very important in securing a change of attitude and behaviour in the dangerous partner, helping the injured party to get over the trauma of the violence and ensuring that the whole of society rejects violence.* ».

De tussenkomst van de politie is doorslaggevend in de houding van de dader, het verwerkingsproces van het slachtoffer van de gewelddadige handelingen en de houding van de maatschappij als geheel ten opzichte van partnergeweld. Dat laatste is cruciaal. Enkel door een krachtig signaal van de overheid en de proactieve houding van de ordediensten die daaruit voortvloeit, zal de houding van de maatschappij als geheel ten opzichte van partnergeweld wijzigen. Het zal niet meer als een loutere privézaak worden beschouwd, waardoor de omgeving sneller zal reageren als ze vermoedt dat iemand het slachtoffer is van partnergeweld. De nieuwe aanpak van de ordediensten zal er eveneens toe leiden dat de burens van een slachtoffer van partnergeweld — die heden veeleer onwillig zijn om op treden als getuige — wel naar voren zullen treden.

(1) <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc02/EDOC9525.htm>.

S'il n'y a pas de législation concernant l'approche spécifique de la violence entre partenaires et les poursuites qui devraient en résulter, cela tient à l'absence de reconnaissance, par la société et les pouvoirs publics, de la gravité des conséquences des actes de violence pour les femmes qui en sont victimes et pour les enfants qui en sont généralement témoins. La législation proposée vise à modifier fondamentalement l'attitude des pouvoirs publics et de l'ensemble de la société à l'égard de la violence entre partenaires.

La cellule d'intervention « violence entre partenaires », inspirée du modèle de la *Berliner Interventionzentrale bei häuslicher Gewalt* et des cellules d'intervention qui existent au Minnesota (USA), a pour objectif principal de développer une approche efficace et systématique de la violence entre partenaires de manière que les femmes maltraitées bénéficient d'une meilleure protection et que les auteurs soient non seulement poursuivis mais aussi condamnés. Les cellules élaboreront des manuels concernant la procédure de détection, d'approche et de soutien, la charge de la preuve et la constitution d'un dossier en justice (1). La création de cellules d'intervention globale s'inscrit dans le cadre des recommandations formulées par le Comité consultatif pour l'égalité des chances entre hommes et femmes concernant Pékin + 10.

Comme on l'a indiqué plus haut, la présente proposition vise aussi à instaurer une assistance judiciaire gratuite pour les victimes d'actes de violence entre partenaires, de manière à assurer également un suivi effectif du dossier par la victime. En Norvège, les victimes de violence domestique ont déjà droit aujourd'hui à une assistance judiciaire gratuite.

Les cellules d'intervention s'appuieront également sur les initiatives développées actuellement dans les arrondissements judiciaires de Liège et d'Anvers, même si l'accent sera mis davantage sur l'intervention et le maintien du droit. Les services d'aide et les médecins devront être associés aux cellules d'intervention dans la mesure où ils sont souvent les premiers à être confrontés à la violence entre partenaires.

Les services d'aide, en particulier, devront intervenir en étroite concertation avec les cellules d'intervention, étant donné que des études ont montré que, sous la pression des auteurs d'actes de violence, les victimes ont plutôt tendance à se rendre dans des services des urgences où l'anonymat est garanti. L'auteur d'actes de violence craint en effet que le médecin généraliste ne décèle les marques de violences plus rapidement.

(1) [http://www.vawnet.org/DomesticViolence/Research/VAWnet-Docs/AR\\_standards.pdf](http://www.vawnet.org/DomesticViolence/Research/VAWnet-Docs/AR_standards.pdf).

Het gebrek aan wetgeving inzake de specifieke aanpak en vervolging van partnergeweld is een gevolg van het gebrek aan erkenning door de maatschappij en de overheid van de ernst van de gevolgen van het partnergeweld voor de vrouwen die er het slachtoffer van zijn en de kinderen die er meestal getuige van zijn. De vooropgestelde wetgeving wil een fundamentele wijziging teweegbrengen in de houding van de overheid en de maatschappij als geheel ten opzichte van partnergeweld.

De interventiecel partnergeweld, naar het model van de *Berliner Interventionzentrale bei häuslicher Gewalt* en de interventiecellen in Minnesota (USA), heeft als hoofddoel om een efficiënte en systematische aanpak van partnergeweld na te streven, waarbij mishandelde vrouwen beter beschermd worden en waarbij de daders niet enkel vervolgd, maar ook veroordeeld worden. De cellen stellen draaiboeken op over de wijze van opsporing, aanpak en ondersteuning, bewijsvoering en samenstelling van een dossier voor de rechtbank (1). De oprichting van globale interventiecellen sluit aan bij de aanbevelingen van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen betreffende Peking + 10.

Zoals eerder aangegeven wil dit voorstel tevens kosteloze rechtsbijstand invoeren voor de slachtoffers van partnergeweld. Aldus wordt het dossier ook daadwerkelijk opgevolgd door het slachtoffer. In Noorwegen hebben slachtoffers van huiselijk geweld nu reeds recht op kosteloze rechtsbijstand.

De interventiecellen bouwen ook voort op de huidige initiatieven in de gerechtelijke arrondissementen van Luik en Antwerpen. Wel verschuift de nadruk nog meer naar interventie en handhaving. De hulpdiensten en de geneesheren moeten worden betrokken bij de interventiecellen, daar zij dikwijls als eerste geconfronteerd worden met partnergeweld.

Zeker de hulpdiensten moeten in nauw overleg treden met de interventiecellen, daar onderzoek heeft aangetoond dat slachtoffers van geweld, aangestuurd door de dader, veeleer naar anonieme urgentiediensten gaan. De dader vreest immers dat de huisdokter de signalen van partnergeweld sneller zal detecteren.

(1) [http://www.vawnet.org/DomesticViolence/Research/VAWnet-Docs/AR\\_standards.pdf](http://www.vawnet.org/DomesticViolence/Research/VAWnet-Docs/AR_standards.pdf).

L'objectif principal de la présente initiative législative est d'obtenir que les faits de violence entre partenaires fassent systématiquement et inconditionnellement l'objet de poursuites, comme dans le modèle norvégien, qui a prouvé son efficacité.

Les cellules d'intervention élaboreront aussi une banque de données intégrée commune comprenant tous les dossiers liés à des actes de violence entre partenaires. En outre, les auteurs sont d'avis que la police doit pouvoir procéder à la saisie immédiate des armes découvertes au domicile, même si celles-ci ne sont pas liées à l'incident.

Du point de vue déontologique, il faut inciter les médecins à dénoncer les actes de violence entre partenaires. La ministre élaborera une réglementation à ce sujet, conjointement avec les ordres. La note « Les violences conjugales. Rôle du médecin généraliste », qui a été élaborée en 2004 à la demande du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, pourra servir de fil conducteur (1).

La philosophie de la présente proposition de loi est de permettre à la victime d'actes de violence entre partenaires de briser le cercle vicieux de la violence, de sorte qu'elle soit rétablie dans sa dignité de femme. Les auteurs veulent encourager la victime d'actes de violence entre partenaires ainsi que ses enfants et les aider à franchir le pas qui les sépare des services d'aide, de la police et de la justice.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 2

Les auteurs sont conscients du fait qu'en ce qui concerne la décision de poursuivre ou non, la Belgique applique le principe d'opportunité. Cela implique que le procureur peut, pour des motifs liés à la politique mise en œuvre, renoncer aux poursuites, avec ou sans conditions. Le principe résulte d'un choix pragmatique en vertu duquel les pouvoirs publics décident de ne pas engager systématiquement des poursuites à l'encontre de tous les faits eu égard au nombre élevé de faits punissables. Dans d'autres pays, dont l'Allemagne et l'Italie, les faits punissables doivent toujours faire l'objet de poursuites. Le principe d'opportunité est fixé légalement par l'article 28<sup>quater</sup> du Code d'instruction criminelle.

L'objectif principal de la présente initiative législative est d'obtenir que les actes de violence entre partenaires fassent l'objet de poursuites inconditionnelles et systématiques. Le législateur entend indiquer, par un signal fort, que la violence entre partenaires ne peut plus être tolérée dans aucune circonstance.

(1) <http://www.health.fgov.be/vesalius/devnew/NL/prof/news/campagnes/violence/RAPPORT/GuideVIC.pdf>.

Het hoofddoel van dit wetgevende initiatief is de onvoorwaardelijke en systematische vervolging van partnergeweld, conform het succesvolle Noors model.

De interventiecellen werken eveneens een gezamenlijke en geïntegreerde databank uit waarin alle dossiers inzake partnergeweld worden opgenomen. Verder menen de indieners dat de politie de wapens die in de woning worden gevonden, onmiddellijk in beslag moet kunnen nemen, ook als die niets met het incident te maken hebben.

Dokters moeten deontologisch worden aangespoord om partnergeweld aan te geven. De minister zal hieromtrent samen met de ordes een regeling uitwerken. De nota « Partnergeweld, aanzet tot een richtlijn voor huisartsen », die in 2004 werd opgesteld in opdracht van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu kan als leidraad dienen (1).

De filosofie van dit wetsvoorstel is om het slachtoffer van partnergeweld in staat te stellen de vicieuze cirkel van geweld te doorbreken, opdat zij wordt hersteld in haar waardigheid als vrouw. De indieners willen met dit voorstel het slachtoffer van partnergeweld en de kinderen een hart onder de riem steken en hen helpen de stap te zetten naar hulpverlening, politie en gerecht.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Artikel 2

De indieners zijn zich ervan bewust dat België inzake de beslissing om al dan niet te vervolgen het opportunititeitsbeginsel hanteert. Dat houdt in dat de procureur om beleidsredenen kan afzien van vervolging, al dan niet onder voorwaarden. Het beginsel is het gevolg van een pragmatische keuze waarbij de overheid beslist om, gezien de vele strafbare feiten, niet systematisch alle feiten te vervolgen. In andere landen, waaronder Duitsland en Italië, is de vervolging van strafbare feiten steeds verplicht. Het opportunititeitsbeginsel is wettelijk vastgelegd in artikel 28<sup>quater</sup> van het Wetboek van strafvordering.

Het hoofddoel van dit wetgevend initiatief is de onvoorwaardelijke en systematische vervolging van partnergeweld. De wetgever wil een krachtig signaal geven dat partnergeweld onder geen enkele omstandigheid nog goed te praten valt. De dader weet waar hij aan toe is. Enkel door een krachtig signaal van de

(1) <http://www.health.fgov.be/vesalius/devnew/NL/prof/news/campagnes/violence/RAPPORT/GuideVIC.pdf>.

L'auteur saura à quoi il s'expose. Seul un signal fort de la part des pouvoirs publics est de nature à modifier l'attitude de la société dans son ensemble à l'égard de la violence entre partenaires.

La présente proposition est, du reste, conforme à la doctrine. Ainsi, la professeur Chris Van den Wyngaert se demande si, en matière de lutte contre la violence entre partenaires, la reconnaissance de droits d'action à des associations, dans le cadre de l'article 410 du Code pénal, est la manière la plus appropriée de répondre à la méfiance qui s'est développée à l'égard des parquets à l'occasion des travaux de diverses commissions d'enquête parlementaire concernant des enquêtes policières et judiciaires (Tueurs du Brabant, Dutroux) (1). La professeur cite l'opinion suivante, issue de la doctrine : « Ne faudrait-il pas essayer d'améliorer le fonctionnement du ministère public plutôt que de privatiser l'action publique en conférant certains droits d'action à certaines institutions ou associations ? » (2).

Le gouvernement espagnol dirigé par le premier ministre Zapatero vient lui aussi de souscrire à une approche globale en ce qui concerne la violence entre partenaires.

D'ailleurs, lors des travaux parlementaires relatifs à la loi du 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple, on avait déjà indiqué que l'alourdissement des sanctions tel qu'il avait été instauré à l'époque conduirait à ce que le ministère public procède plus rapidement au classement sans suite (3). Cette prévision s'est réalisée, et il est temps d'y remédier. Si l'on veut que notre société endigue une fois pour toutes le phénomène de la violence entre partenaires, il faut que le parlement donne un signal fort en prenant une initiative législative.

La *ratio legis* est claire. Dans les cas de violence, la relation entre la victime et l'auteur est d'une nature telle que la victime finit par être isolée. L'engagement systématique de poursuites, en empêchant le classement sans suite, incitera la victime à porter plainte.

La circulaire de la ministre de la Justice n'aura pas pour conséquence que le procureur ne pourra plus classer sans suite. Elle ne fera que rendre le délit prioritaire pour les parquets.

La volonté des auteurs n'est évidemment pas de surcharger les tribunaux. C'est la raison pour laquelle ils prévoient une exception en ce qui concerne

(1) Van den Wyngaert, Ch., *Strafrecht en Strafprocesrecht in Hoofdlijnen*, Maklu, 1998, p. 614.

(2) Van den Wyngaert, Ch., « *De wet op het partnergeweld* », T. Strafrecht, Kluwer, 2002, 276.

(3) C. Verschuere, « *De wet van 24 november 1997 ertoe strekkende het geweld tussen partners tegen te gaan: een schoolvoorbeeld van hedendaagse wetgeving?* », RW, 1998-1999, n° 29, 20 mars 1999, p. 1060.

overheid zal de houding van de maatschappij als geheel ten opzichte van partnergeweld wijzigen.

Dit voorstel sluit overigens aan bij de rechtsleer. Zo vraagt professor Chris Van den Wyngaert zich af of inzake de bestrijding van partnergeweld het toekennen van vorderingsrechten aan verenigingen in het kader van artikel 410 van het Strafwetboek wel het juiste antwoord is op het wantrouwen tegenover de parketten dat is opgebouwd naar aanleiding van diverse parlementaire onderzoekscommissies rond politionele en gerechtelijke onderzoeken (Bende van Nijvel, Dutroux) (1). De professor haalt de volgende mening uit de rechtsleer aan : « Moet er niet eerder getracht worden om de werking van het openbaar ministerie te verbeteren, in plaats van de strafvordering te privatiseren door het toekennen van bepaalde vorderingsrechten aan bepaalde instellingen of verenigingen ? » (2).

De Spaanse regering onder leiding van eerste minister Zapatero werkte onlangs eveneens een integrale aanpak inzake partnergeweld uit.

Overigens werd reeds bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 24 november 1997 ertoe strekkende het geweld tussen partners tegen te gaan, aangegeven dat de zwaardere bestraffing die toen werd uitgewerkt ertoe zou leiden dat het openbaar ministerie sneller zou overgaan tot seponering (3). Die voorspelling is uitgekomen en het is tijd om daar paal en perk aan te stellen. Het parlement moet een krachtig signaal geven via een wetgevend initiatief, wil men als maatschappij het partnergeweld eens en voor altijd terugdringen.

De *ratio legis* is duidelijk. In gevallen van geweld is de relatie tussen het slachtoffer en de dader van die aard dat het slachtoffer geïsoleerd is. De automatische vervolging waardoor seponering niet mogelijk is, zal het slachtoffer over de streep trekken om klacht in te dienen.

De rondzendbrief van de minister van Justitie zal er niet toe leiden dat de procureur niet meer kan seponeren. De brief maakt het misdrijf enkel prioritair voor de parketten.

De indieners willen de rechtbanken uiteraard niet overbelasten. Daarom wordt er in een uitzondering voorzien inzake het automatisch vervolgen: de be-

(1) Van den Wyngaert, Ch., *Strafrecht en Strafprocesrecht in Hoofdlijnen*, Maklu, 1998, p. 614.

(2) Van den Wyngaert, Ch., « *De wet op het partnergeweld* », T. Strafrecht, Kluwer, 2002, 276.

(3) C. Verschuere, « *De wet van 24 november 1997 ertoe strekkende het geweld tussen partners tegen te gaan: een schoolvoorbeeld van hedendaagse wetgeving?* », RW, 1998-1999, nr. 29, 20 maart 1999, blz. 1060.

l'engagement automatique de poursuites : la médiation pénale, conformément à l'article 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle, qui permet au parquet de proposer des alternatives, après la médiation entre l'auteur et la victime. Les alternatives consistent à suivre une thérapie ou une formation ou encore à accomplir des services au bénéfice de la collectivité.

Il est évident aussi que le procureur ne doit pas poursuivre si les faits sont réputés insuffisamment prouvés.

Les auteurs veulent éviter que l'on ne classe sans suite au motif que les faits sont de nature relationnelle ou ne constituent qu'une infraction légère.

Bien que l'article 40 de la loi sur la fonction de police dispose clairement que les plaintes et dénonciations faites à tout fonctionnaire de police, de même que les renseignements obtenus et les constatations faites au sujet d'infractions, font l'objet de procès-verbaux qui sont transmis à l'autorité judiciaire compétente, il s'avère que, sur le terrain, on ne dresse que rarement procès-verbal, comme on a pu le voir ci-dessus. Comme le procureur du Roi doit réprimer la violence entre partenaires, les fonctionnaires de police dresseront effectivement un procès-verbal chaque fois qu'il sera question de violence entre partenaires. Dans les zones de police, les cellules d'intervention « violence entre partenaires » veilleront à ce qu'ils le fassent et interviendront à des fins de coordination.

### Article 3

Cette règle est identique à celle de l'article 458<sup>bis</sup> du Code pénal. Vu les caractéristiques spécifiques et particulières de la violence entre partenaires (voir les détails ci-dessus), cette mesure est absolument nécessaire. Elle a d'ailleurs été prônée également dans le rapport du Comité P, selon lequel il faudrait inciter déontologiquement les médecins et le personnel soignant à dénoncer à la police toute violence entre partenaires (1).

Cette disposition signifie seulement que les médecins peuvent (mais ne doivent pas) signaler les faits en question. La déontologie médicale est donc respectée. Les auteurs estiment que la violence entre partenaires a des conséquences tellement graves pour les victimes, pour les enfants des victimes et pour la société que cette possibilité constitue un *minimum minimorum*.

Cette possibilité existe déjà pour ce qui est de la maltraitance des mineurs (article 458<sup>bis</sup>, cf. *supra*). Comme on l'a déjà indiqué, la violence entre partenaires et la violence à l'égard des enfants sont liées. Celui qui est agressif à l'égard de son partenaire le sera

(1) De Wit, J., « Politie kent nieuwe wet op partnergeweld nog altijd niet », *Gazet van Antwerpen*, 18 octobre 2004.

middeling in strafzaken, conform artikel 216<sup>ter</sup> van het Wetboek van strafvordering, waarbij door het parket alternatieven naar voor kunnen worden geschoven, na bemiddeling tussen dader en slachtoffer. De alternatieven zijn het volgen van een therapie of een opleiding of het verlenen van een dienst ten bate van de gemeenschap.

Het spreekt ook voor zich dat de procureur niet moet vervolgen als de feiten geacht worden niet voldoende bewezen te zijn.

De indieners willen voorkomen dat men overgaat tot sepot omdat de feiten van relationale aard zijn of slechts een lichte inbreuk uitmaken.

Alhoewel artikel 40 van de wet op het politieambt duidelijk stelt dat de bij een politieambtenaar ingediende klachten of aangiften, alsook de nopens misdrijven verkregen inlichtingen en gedane vaststellingen, worden opgenomen in processen-verbaal die aan de bevoegde gerechtelijke overheden worden toegezonden, blijkt dat er op het terrein, zoals hoger aangegeven, slechts zelden effectief een proces-verbaal wordt opgesteld. Doordat de procureur des Konings partnergeweld moet vervolgen, zullen de politieambtenaren effectief een proces-verbaal opstellen telken als er sprake is van partnergeweld. In de politiezones zullen de interventiecellen partnergeweld hierop toezien en coördinerend optreden.

### Artikel 3

Deze regeling is dezelfde als die van artikel 458<sup>bis</sup> van het Strafwetboek. Gezien de specifieke en bijzondere eigenschappen van het partnergeweld (zie uitvoerig hierboven), is deze maatregel strikt noodzakelijk. De maatregel werd eveneens bepleit in het rapport van het Comité P. Het rapport stelt uitdrukkelijk : « Dokters en verplegers zouden deontologisch moeten worden aangespoord worden om partnergeweld aan de politie te melden. » (1).

De bepaling houdt enkel in dat dokters de feiten mogen (niet moeten) melden. Men respecteert aldus de medische plichtenleer. De indieners menen dat partnergeweld dermate ernstige gevolgen heeft voor de slachtoffers, de kinderen van de slachtoffers en de maatschappij dat die mogelijkheid het *minimum minimorum* is.

Heden is dat reeds mogelijk voor de mishandeling van minderjarigen (artikel 458<sup>bis</sup>, zie *supra*). Zoals eerder aangegeven hangen partnergeweld en kindergeweld samen. Wie agressief is tegenover zijn partner zal dat ook vaak zijn tegenover de kinderen of andere

(1) De Wit, J., « Politie kent nieuwe wet op partnergeweld nog altijd niet », *Gazet van Antwerpen*, 18 oktober 2004.



souvent aussi à l'égard des enfants ou d'autres membres de la famille. Il est dès lors tout à fait logique d'étendre les règles en question à la violence entre partenaires, si l'on veut réellement prévenir la maltraitance des enfants. En effet, la maltraitance des mineurs et la maltraitance des enfants sont des phénomènes qui se situent souvent dans le prolongement l'un de l'autre.

#### Article 4

Les victimes de la violence entre partenaires ignorent bien souvent quelle suite on réservera à leur plainte. Il a été longuement question ci-dessus des nombreux obstacles psychologiques et pratiques auxquels elles se heurtent. Étant donné les lourdes conséquences de la violence entre partenaires pour la société et, en particulier, pour les victimes et pour les autres membres de la famille, et vu le courage particulier dont il faut faire preuve pour se présenter en tant que victime de violence entre partenaires, il faut que la société fasse tout pour soutenir la victime dans ses démarches.

En Norvège, les victimes de la violence domestique ont déjà droit à une assistance judiciaire gratuite. La mesure en question y a connu un réel succès. Au moyen de cet article, les auteurs veulent instaurer une assistance judiciaire gratuite pour les victimes de la violence entre partenaires.

#### Article 5

Cette mesure a été défendue dans un rapport du Comité P qui a été discuté à huis clos à la Chambre (1). Selon ce rapport, la police devrait pouvoir saisir les armes qu'elle trouve dans une habitation, même si elles n'ont rien à voir avec l'incident en question.

Comme nous l'avons vu, la violence entre partenaires est un phénomène cyclique, dans le cadre duquel la gravité des actes de violence va croissante jusqu'au moment où il est devenu trop tard pour encore intervenir en vue de maintenir l'ordre.

#### Article 6

Le ministre de l'Intérieur a indiqué que des projets pilotes seraient mis en œuvre à partir de 2005 en vue du signalement de certains délits par le biais de l'Internet. Ces projets seraient étendus à l'ensemble des zones de police en 2006.

---

(1) *Ibidem.*

familieleden. Het is dan ook niet meer dan logisch dat de regeling wordt uitgebreid tot partnergeweld, wil men daadwerkelijk de mishandeling van kinderen voorkomen. Ze liggen immers dikwijls in elkaars verlengde.

#### Artikel 4

Slachtoffers van partnergeweld weten vaak niet welk gevolg er aan hun klacht wordt gegeven. Hierboven werd uitvoerig ingegaan op de vele psychologische en praktische drempels waarmee een slachtoffer wordt geconfronteerd. Gezien de zware gevolgen die partnergeweld heeft voor de maatschappij en in het bijzonder voor de slachtoffers alsook de andere gezinsleden en gezien de bijzondere moed die vereist is om als slachtoffer van partnergeweld naar voren te treden, moet de maatschappij er alles aan doen om dat slachtoffer daarbij te ondersteunen.

In Noorwegen hebben slachtoffers van huiselijk geweld nu reeds recht op kosteloze rechtsbijstand. De maatregel bleek bijzonder succesvol. De indieners willen met dit artikel kosteloze rechtsbijstand instellen voor de slachtoffers van partnergeweld.

#### Artikel 5

Deze maatregel werd bepleit in een rapport van het Comité P dat met gesloten deuren werd besproken in de Kamer (1). De politie zou luidens het rapport van het Comité P wapens die in de woning worden gevonden, in beslag moeten kunnen nemen, ook al hebben ze niets met het incident te maken.

Zoals eerder besproken verloopt partnergeweld cyclisch, waarbij de daden van geweld steeds erger worden, tot het te laat is om nog tussen te komen als ordehandhaver.

#### Artikel 6

De minister van Binnenlandse Zaken gaf aan dat vanaf 2005 proefprojecten worden opgezet betreffende de aangifte via internet van bepaalde misdrijven. In 2006 zal de maatregel worden uitgebreid tot alle politiezones.

---

(1) *Ibidem.*

Cette disposition permettra aux victimes de la violence entre partenaires de dénoncer les faits par le biais de l'Internet. Il existe déjà une telle disposition en Allemagne (1). Les auteurs entendent ainsi encourager les victimes de la violence entre partenaires à franchir le pas nécessaire pour déposer une plainte. Il faut en effet beaucoup de courage pour briser le cercle vicieux de la violence et de la dépendance.

#### Article 7

Cet article prévoit la création, dans chaque zone de police, d'une cellule d'intervention «violence entre partenaires» qui veille à l'exécution des directives contraignantes du ministre de l'Intérieur ou du ministre de la Justice en matière de lutte contre la violence entre partenaires et qui assure la coordination de cette lutte dans la zone de police. Ces cellules d'intervention doivent fonctionner à l'instar de ce qui se fait en Autriche et en Allemagne (voir ci-dessus).

#### Article 8

Cette disposition a pour effet d'habiliter le ministre de l'Intérieur ou le ministre de la Justice à promulguer des directives contraignantes pour la police locale dans le cadre de la lutte contre la violence entre partenaires. La police locale est l'instance la plus à même de combattre la violence entre partenaires. C'est elle qui détermine le plus rapidement où se situent les problèmes concrets.

#### Article 9

Il s'agit d'une disposition nécessaire parce que la création de cellules d'intervention «violence entre partenaires» dans chaque zone de police et l'élaboration de feuilles de route réclament une certaine préparation. La mise en place d'un système de dénonciation, par le biais de l'Internet, d'actes de violence entre partenaires demande, elle aussi, un certain temps. On fait dès lors preuve de bonne gouvernance en prévoyant que les dispositions en question (articles 6 et 7) n'entreront en vigueur qu'un an après la publication de la loi.

\*  
\* \*

(1) [http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag\\_frauen\\_0411.pdf](http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag_frauen_0411.pdf).

Door deze bepaling kunnen slachtoffers van partnergeweld aangifte doen via het internet. Die maatregel bestaat nu reeds in Duitsland (1). Hiermee willen de indieners slachtoffers van partnergeweld over de streep trekken om klacht in te dienen. Het vergt immers heel wat moed om de vicieuze cirkel van geweld en afhankelijkheid te doorbreken.

#### Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat er binnen elke politiezone een interventiecel partnergeweld wordt opgericht, die de dwingende richtlijnen van de minister van Binnenlandse Zaken of de minister van Justitie omtrent de bestrijding van partnergeweld uitvoert en die instaat voor de coördinatie van de bestrijding van partnergeweld in de politiezone. Deze interventiecellen moeten werken naar het voorbeeld van Oostenrijk en Duitsland (zie hierboven).

#### Artikel 8

Deze bepaling heeft tot gevolg dat de minister van Binnenlandse Zaken of de minister van Justitie dwingende richtlijnen voor de lokale politie kan uitvaardigen in het kader van de bestrijding van partnergeweld. De lokale politie is de meest geschikte instantie om partnergeweld te bestrijden. Zij vangt immers het snelst op waar de concrete problemen huizen.

#### Artikel 9

Daar de oprichting van interventiecellen partnergeweld binnen elke politiezone en het opstellen van draaiboeken enige voorbereiding vergen, is deze bepaling noodzakelijk. Ook het opzetten van een systeem om aangifte van partnergeweld te doen via het internet vergt enige tijd. Het getuigt dan ook van goed bestuur om de desbetreffende bepalingen (de artikelen 6 en 7) pas een jaar na de publicatie van de wet in werking te laten treden.

Nele LIJNEN.  
Bart TOMMELEIN.

\*  
\* \*

(1) [http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag\\_frauen\\_0411.pdf](http://www.big-interventionszentrale.de/schutantrag/pdfs/schutantrag_frauen_0411.pdf).

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

L'article 28<sup>quater</sup> du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« S'il estime que les faits sont suffisamment prouvés, le procureur du Roi engage toujours, sous réserve de l'application de l'article 216<sup>ter</sup>, des poursuites contre l'auteur du crime ou du délit visé à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal. »

## Art. 3

Au livre II, titre VIII, chapitre 1<sup>er</sup>, section 2, du Code pénal, est inséré un article 410<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 410<sup>ter</sup>. — Toute personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets et a de ce fait connaissance d'un crime ou d'un délit visé à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal, peut, sans préjudice des obligations que lui impose l'article 422<sup>bis</sup>, en informer le procureur du Roi, à condition qu'elle ait examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure, elle-même ou avec l'aide de tiers, de la protéger. »

## Art. 4

L'article 508/13, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par la loi du 23 novembre 1998, est complété par ce qui suit :

« La victime d'un crime ou d'un délit visé à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal, est assimilée aux personnes dont les ressources sont insuffisantes. »

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

Artikel 28<sup>quater</sup> van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien hij de feiten voldoende bewezen acht en behoudens de toepassing van artikel 216<sup>ter</sup>, vervolgt de procureur des Konings steeds de misdaad of het wanbedrijf als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek. »

## Art. 3

In boek II, titel VIII, hoofdstuk I, afdeling II, van het Strafwetboek wordt een artikel 410<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 410<sup>ter</sup>. — Eenieder die uit hoofde van zijn staat of beroep houder is van geheimen en die hierdoor kennis heeft van een misdaad of een wanbedrijf als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek kan, onverminderd de verplichtingen hem opgelegd door artikel 422<sup>bis</sup>, het misdrijf ter kennis brengen van de procureur des Koning, op voorwaarde dat hij het slachtoffer heeft onderzocht of door het slachtoffer in vertrouwen werd genomen, er een ernstig en dreigend gevaar bestaat voor de psychische of fysieke integriteit van de betrokkene en hij deze integriteit zelf of met hulp van anderen niet kan beschermen. »

## Art. 4

Artikel 508/13, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 wordt aangevuld als volgt :

« Het slachtoffer van een misdaad of een wanbedrijf als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek, wordt gelijkgesteld met de personen met onvoldoende inkomsten. »

## Art. 5

L'article 40 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié par la loi du 7 décembre 1998, est complété par l'alinéa suivant :

«Lorsqu'un procès-verbal est dressé au sujet d'un crime ou d'un délit visé à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal, les armes de chasse ou de sport, les armes de défense et les armes de guerre qui se trouvent dans le logement où les faits ont été commis, sont retirées, en vue du maintien de la tranquillité publique, à leur propriétaire, détenteur ou porteur, qui ne peut plus en disposer librement, pendant tout le temps nécessaire au maintien de la tranquillité publique.»

## Art. 6

Dans la même loi est inséré un article 40*bis* rédigé comme suit :

«Art. 40*bis*. — En cas de crime ou de délit visé à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal, la dénonciation électronique est assimilée à une plainte ou à une dénonciation faite à un fonctionnaire de police telle que visée à l'article 40.

Le Roi définit les règles concernant le contenu, le remplissage et la transmission du formulaire de dénonciation électronique.»

## Art. 7

Au titre II, chapitre 1<sup>er</sup>, section 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, est inséré un article 41*ter* rédigé comme suit :

«Art. 41*ter*. — Une cellule d'intervention « violence entre partenaires » est créée au sein de chaque corps de police locale.

La cellule d'intervention veille à l'exécution des directives contraignantes relatives à la mission définie à l'article 62, 12<sup>o</sup>.

La cellule d'intervention coordonne la lutte contre les crimes et délits visés à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal. Elle est chargée du suivi des dénonciations électroniques. Elle constitue un dossier relatif aux faits commis, qui est transmis par la voie électronique aux carrefours d'information d'arrondissement visés à l'article 93.»

## Art. 5

Artikel 40 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gewijzigd bij de wet van 7 december 1998, wordt aangevuld met het volgende lid :

«Ingeval een proces-verbaal wordt opgesteld betreffende een misdaad of een wanbedrijf als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek, worden de jacht- of sportwapens, de verweer- en de oorlogswapens die zich bevinden in de woning waar de feiten zijn gepleegd, met het oog op de handhaving van de openbare rust, aan de eigenaar, de bezitter of de houder onttrokken, die er niet langer vrij over kan beschikken, zolang zulks met het oog op de handhaving van de openbare rust vereist is.»

## Art. 6

In dezelfde wet wordt een artikel 40*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 40*bis*. — In geval van een misdaad of een wanbedrijf als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek, wordt de elektronische aangifte gelijkgesteld met een bij een politiebeambtenaar ingediende klacht of aangifte als bepaald in artikel 40.

De Koning stelt de nadere regelen vast betreffende de inhoud, de invulling en de verzending van het elektronische aangifteformulier.»

## Art. 7

In titel II, hoofdstuk I, afdeling 4, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt een artikel 41*ter* ingevoegd, luidend :

«Art. 41*ter*. — Binnen elk lokaal politiekorps wordt een interventiecel partnergeweld opgericht.

De interventiecel staat in voor de uitvoering van de dwingende richtlijnen met betrekking tot de in artikel 62, 12<sup>o</sup>, bepaalde opdracht.

De interventiecel coördineert de bestrijding van de misdaden en wanbedrijven als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek. Ze staat in voor de opvolging van de elektronische aangiften. Ze legt betreffende de gepleegde feiten een dossier aan dat langs elektronische weg wordt overgezonden aan de arrondissementele informatiekruispunten bedoeld in artikel 93.»

Art. 8

L'article 62 de la même loi, modifié par les lois des 2 avril 2001 et 7 février 2003, est complété par ce qui suit :

« 12° la lutte contre la violence entre partenaires, telle que visée à l'article 410, alinéa 2, du Code pénal. »

Art. 9

Les articles 6 et 7 de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui au cours duquel elle a été publiée au *Moniteur belge*.

20 juillet 2010.

Art. 8

Artikel 62 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 april 2001 en 7 februari 2003, wordt aangevuld als volgt :

« 12° het bestrijden van partnergeweld als bepaald in artikel 410, tweede lid, van het Strafwetboek. »

Art. 9

De artikelen 6 en 7 van deze wet treden in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

20 juli 2010.

Nele LIJNEN.  
Bart TOMMELEIN.